



RSM Paris
26 rue Cambacérès
75008 Paris
France



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Promontoria MMB S.A.S.

*Rapport des commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2020*

Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020
Promontoria MMB S.A.S.
20 Avenue André Prothin, Tour Europlaza, 92 063 Paris La Défense
Ce rapport contient 48 pages



RSM Paris
26 rue Cambacérès
75008 Paris
France

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

PROMONTORIA MMB S.A.S.

Siège social : 20 Avenue André Prothin, Tour Europlaza, 92 063 Paris La Défense
Capital social : €.1 000 000

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2020

Période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020

A l'attention de l'Associé unique,

En notre qualité de commissaires aux comptes de Promontoria MMB S.A.S. et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés semestriels résumés établis selon IAS 34 – Norme du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire (ces « comptes ») du groupe Promontoria MMB relatifs à la période du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir.

Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Fait à Paris et Paris la Défense, le 7 août 2020

RSM Paris



Sébastien Martineau
Associé

KPMG S.A.



Fabrice Odent
Associé

Nicolas Bourhis
Associé




promontoriammb

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

30.06.2020



TABLE DES MATIERES

I.	Bilan consolidé	4
II.	Compte de résultat consolidé	5
III.	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	6
IV.	Tableau de variation des capitaux propres	7
V.	Tableau des flux de trésorerie	9
VI.	Notes annexes	10
1.	Faits marquants du premier semestre 2020	10
1.1.	Acquisition SGBA	10
1.2.	Point sur la situation liée à l'épidémie de COVID-19	11
1.3.	Émissions d'Obligations foncières	11
1.4.	Opérations de titrisation	11
2.	Événements significatifs postérieurs à la fin de la période intermédiaire	12
2.1.	Changement de Dénomination de la SGBA	12
2.2.	Cession de Socalfi	12
2.3.	Stratégie de refinancement	12
3.	Normes comptables appliquées	13
3.1.	Référentiel comptable applicable	13
3.2.	Présentation des états financiers consolidés semestriels	13
3.3.	Monnaie de présentation	13
3.4.	Nouvelles normes, amendements et interprétations	14
3.5.	Recours aux jugements et à des estimations	15
4.	Principes d'élaboration des comptes consolidés	17
4.1.	Détermination du périmètre de consolidation	17
4.2.	Méthodes de consolidation	17
4.3.	Règles de consolidation	17
5.	Périmètre de consolidation	19
5.1.	Périmètre de consolidation au 30 juin 2020	19
6.	Notes relatives au bilan	21
6.1.	Instruments dérivés de couverture actifs et passifs	21
6.2.	Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	25
6.3.	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	25
6.4.	Actifs et passifs financiers au coût amorti	26
6.5.	Actifs et passifs d'impôts courants et différés	31

6.6. Autres actifs et autres passifs	33
6.7. Actifs et Passifs non courants destinés à être cédés	34
6.8. Immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement	36
6.9. Provisions	38
7. notes relatives au compte de résultat	39
7.1. Intérêts, produits et charges assimilés	39
7.2. Produits et charges de commissions	39
7.3. Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	39
7.4. Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	40
7.5. Gains et perte nets sur actifs financiers au coût amorti	40
7.6. Produits et charges des autres activités	40
7.7. Charges générales d'exploitation	41
7.8. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	41
7.9. Coût du risque	41
7.10. Gains et pertes nets sur autres actifs	42
7.11. Impôts sur les bénéfices et impôts différés	42
8. Note compensation des actifs et passifs financiers	43
9. Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au bilan	43
10. Avantages au personnel	44
10.1. Taux d'actualisation	44
10.2. Description des engagements dans le cadre des régimes à prestations définies	44
10.3. Évaluation des avantages au personnel au 30 juin 2020	44

I. BILAN CONSOLIDE

EN MILLIERS D'EUROS	Notes	30.06.2020	31.12.2019
Caisse et banques centrales		258 547	294 817
Instruments dérivés de couverture	6.1	27 129	21 624
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	28 182	12 285
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	6.3	150 664	159 261
Titres au coût amorti	6.4	26 310	37 057
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	6.4	428 437	407 350
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	6.4	5 788 192	5 372 082
Actifs d'impôts courants	6.5	1 692	1 692
Actifs d'impôts différés	6.5	71 386	59 892
Autres actifs	6.6	94 958	100 108
Actifs non courants destinés à être cédés	6.7	114 980	148 776
Immeubles de placement	6.8	9 847	9 847
Immobilisations corporelles	6.8	29 169	24 362
Immobilisations incorporelles	6.8	21 255	15 716
Total Actif		7 050 747	6 664 870

EN MILLIERS D'EUROS	Notes	30.06.2020	31.12.2019
Banques centrales		56	56
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	8 757	12 550
Instruments dérivés de couverture	6.1	50 557	52 765
Dettes représentées par un titre	6.4	2 081 343	2 075 335
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6.4	272 035	14 696
Dettes envers la clientèle	6.4	3 600 107	3 530 615
Passifs d'impôts courants	6.5	4 871	-
Passifs d'impôts différés	6.5	-	-
Autres passifs	6.6	121 467	120 485
Passifs non courants destinés à être cédés	6.7	5 359	7 658
Provisions	6.9	73 786	70 740
Total Dettes		6 218 338	5 884 899
Capitaux propres part du Groupe		832 410	779 971
Capital social		1 000	1 000
Éléments assimilés au capital		97 820	97 820
Réserves consolidées		675 422	675 141
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 081	1 746
Résultat de l'exercice		57 087	4 264
Intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		-	-
Total Capitaux propres		832 410	779 971
Total Passif		7 050 747	6 664 870

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

EN MILLIERS D'EUROS	Notes	30.06.2020	30.06.2019
Intérêts et produits assimilés	7.1	108 103	95 076
Intérêts et charges assimilées	7.1	(27 741)	(26 447)
Commissions (produits)	7.2	13 344	13 030
Commissions (charges)	7.2	(4 915)	(4 797)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	7.3	(624)	(5 562)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	7.4	266	85
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	7.5	(376)	(3 619)
Produits des autres activités	7.6	6 863	7 734
Charges des autres activités	7.6	-	-
Produit net bancaire		94 920	75 501
Charges générales d'exploitation	7.7	(78 427)	(71 822)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	7.8	(3 149)	(2 747)
Résultat brut d'exploitation		13 344	931
Coût du risque de crédit	7.9	(27 575)	4 327
Résultat d'exploitation		(14 231)	5 258
Gains ou pertes nets sur autres actifs	7.10	3 273	2 336
Profit d'acquisition	1.1	65 988	-
Résultat avant impôt		55 029	7 594
Impôt sur les bénéfices	7.11	2 057	(3 704)
Résultat net de l'ensemble consolidé		57 087	3 890
Participation ne donnant pas le contrôle			(9)
Résultat net part du Groupe		57 087	3 899

III. GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS D'EUROS	Notes	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2019
Résultat net de la période		57 087	4 264	3 890
Éléments recyclables en résultat net		(665)	(2 856)	(2 624)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6.3	194	833	740
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	6.1	(1 172)	(5 035)	(4 601)
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	6.5	313	1 345	1 236
Éléments non recyclables en résultat net		-	80	-
Écarts actuariels sur les prestations définies postérieures à l'emploi	10.3	-	109	-
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		-	(28)	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(665)	(2 776)	(2 624)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		56 422	1 488	1 265
<i>Dont part du Groupe</i>		<i>56 422</i>	<i>1 488</i>	<i>1 275</i>
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>		<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(9)</i>

IV. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS D'EUROS	Capital social	Autres instruments de capitaux propres	Actif à la juste valeur par capitaux propres	Réserves consolidées	Résultat net part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 01.01.2019	1 000	-	4 522	559 520	117 640	682 682	969	683 651
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(2 624)	-	-	(2 624)	-	(2 624)
Affectation du résultat 2018	-	-	-	117 639	(117 639)	-	-	-
Résultat de l'exercice 2019	-	-	-	-	3 899	3 899	(9)	3 890
Autres variations	-	-	-	(2 315)	-	(2 315)	-	(2 315)
Sous-total	-	-	(2 624)	115 324	(113 741)	(1 040)	(9)	(1 050)
Capitaux propres au 30.06.2019	1 000	-	1 898	674 845	3 899	681 642	960	682 601
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	(960)	(960)
Distribution des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	(960)	(960)
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(152)	-	-	(152)	-	(152)
Résultat de l'exercice 2019	-	-	-	-	365	365	-	365
Émission des instruments de capitaux propres	-	100 000	-	-	-	100 000	-	100 000
Frais d'émissions relatifs aux instruments de capitaux propres	-	(2 180)	-	-	-	(2 180)	-	(2 180)
Autres variations	-	-	-	296	-	296	-	296
Sous-total	-	97 820	(152)	296	365	98 329	-	98 329
Capitaux propres au 31.12.2019	1 000	97 820	1 746	675 141	4 264	779 971	-	779 971
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Effets des acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS

Distribution des dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(665)	-	-	(665)	-	(665)
Affectation du résultat 2019	-	-	-	4 264	(4 264)	-	-	-
Résultat de l'exercice 2020	-	-	-	-	57 087	57 087	-	57 087
Rémunération attribuable aux instruments de capitaux propres	-	-	-	(4 000)	-	(4 000)	-	(4 000)
Autres variations	-	-	-	17	-	17	-	17
Sous-total	-	-	(665)	281	52 822	52 439	-	52 439
Capitaux propres au 30.06.2020	1 000	97 820	1 081	675 422	57 087	832 410	-	832 410

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2019
Résultat avant impôts	55 029	5 163	7 594
Éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôts	(72 963)	(20 502)	10 525
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 575	5 742	3 110
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(1 847)	(4 775)	4 043
Produit d'acquisition	(65 988)	-	-
Autres mouvements	(8 703)	(21 470)	3 373
Augmentations / Diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels	(90 829)	438 129	708 449
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(2 024)	417	(674)
Flux liés aux opérations avec la clientèle compte ordinaire	335 153	410 034	909 733
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(428 196)	77 055	(174 061)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	5 579	(47 355)	(23 554)
Impôts versés	(1 340)	(2 023)	(2 995)
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles (A)	(108 763)	422 790	726 567
Flux liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	19 947	(115 566)	(32 740)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	28 437	(23 982)	(20 406)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement (B)	48 384	(139 549)	(53 146)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires			
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	133 404	(152 570)	(343 646)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement (C)	133 404	(152 570)	(343 646)
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C)	73 025	130 671	329 775
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	606 193	561 387	561 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie apportés par l'acquisition de Banque des Caraïbes au 02 mars 2020	(85 865)	-	-
Comptes actifs de caisse, banques centrales	294 817	125 309	125 309
Comptes ordinaires, prêts à vue aux établissements de crédit	407 350	439 142	439 142
Comptes ordinaires, Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 109)	(3 065)	(3 065)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	679 218	692 058	891 162
Comptes actifs de caisse, banques centrales	258 547	294 817	515 891
Comptes ordinaires, prêts à vue aux établissements de crédit	428 437	407 350	377 386
Comptes ordinaires, Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(7 765)	(10 109)	(2 115)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	73 025	130 671	329 775

VI. NOTES ANNEXES

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2020

1.1. ACQUISITION SGBA

En date du 14 juillet 2019, Promontoria MMB et Société Générale sont entrées en négociation exclusive en vue de l'acquisition par My Money Bank S.A. des titres de Société Générale de Banque aux Antilles S.A. (SGBA), filiale détenue à 100 % par le Groupe Société Générale.

L'ensemble des autorisations réglementaires telles que définies dans le contrat de cession, notamment la décision de la Banque Centrale Européenne (la « BCE »), autorisant la transaction, ont été obtenues en février 2020, permettant la réalisation de la transaction et le changement de contrôle à la date du 2 mars 2020.

SGBA est depuis le 2 mars 2020 filiale de l'établissement de crédit agréé en tant que banque, My Money Bank S.A., elle-même filiale de Promontoria MMB S.A.S., compagnie financière holding de statut français, affiliée au fonds d'investissement américain Cerberus. Jusqu'à cette date, la Société était détenue par le Groupe Société Générale.

SGBA est une banque universelle de détail offrant une large gamme de services bancaires à destination d'une clientèle de particuliers (banque au quotidien, crédit, épargne et assurance), de professionnels (banque au quotidien, crédit, épargne, solutions de trésorerie, conseil et assurance) et d'entreprises (banque au quotidien, financement, placement, opérations internationales, assurance). SGBA compte actuellement cinq agences et trois centres d'affaires entreprises qui lui permettent de servir environ 17 000 clients en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des priorités stratégiques du Groupe Promontoria MMB (« le Groupe » ou « My Money Group »), avec notamment l'objectif de croissance continue du bilan. En investissant dans des activités complémentaires comme celles proposées par SGBA, le Groupe maintiendra son rythme de développement et renforcera son offre de services à destination des particuliers et des entreprises dans les territoires d'Outre-Mer.

My Money Bank S.A. exerçant le contrôle sur SGBA, cette dernière a été consolidée par intégration globale.

Cette acquisition a eu pour conséquence d'augmenter le bilan du Groupe en date d'acquisition 2 mars 2020 de 318 millions d'euros.

Cette contribution est essentiellement constituée des éléments suivants :

- à l'actif, des prêts et créances à la clientèle pour 372 millions d'euros ;
- au passif, des dettes envers la clientèle pour 237 millions d'euros sous forme de dépôts à terme, livrets et comptes à vue.

Cette opération a donné lieu à un produit d'acquisition de 66 millions d'euros qui a été comptabilisé directement en résultat au poste « Produit d'acquisition ». Les analyses internes réalisées conformément aux exigences de la norme IFRS 3, notamment par le réexamen de l'ensemble des actifs identifiables acquis et des passifs repris, ont permis de conclure que cette acquisition répond à la définition d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Le profit sur cette acquisition résulte essentiellement des conditions particulières de la transaction du fait d'un vendeur souhaitant vendre rapidement la SGBA du fait de sa stratégie de désengagement dans l'ensemble des géographies ou métiers dans lesquels il juge que les actifs sont non stratégiques, pas assez profitables ou sous-dimensionnés. Il a ainsi décidé de céder 100% de ses activités en Martinique et en Guadeloupe.

1.2. POINT SUR LA SITUATION LIÉE À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Dans le contexte de la crise sanitaire relative à l'épidémie du Covid-19, le Groupe a activé les dispositions de son plan de continuité d'activité, incluant le recours massif au télétravail et la fermeture des sièges sociaux des sociétés.

Le déconfinement a été réalisé à partir du 11 mai 2020 de façon progressive en prenant en compte toutes les mesures de sécurité nécessaires.

Afin d'assurer un niveau confortable de liquidité à court et moyen terme, My Money Group a eu recours à plusieurs sources de refinancement :

- Financement auprès de la BCE : entre le mois de mars et juin, My Money Bank a mis en place une opération de prêts à long terme (« Long term refinancing operations », « LTRO ») pour un montant de 216 millions d'euros avec une maturité au 24 Juin 2020 ainsi que 20 millions d'euros de prêts à court terme (« Main Refinancing Operation », « MRO ») courant avril ;
- Financement auprès des banques commerciales (opérations de mises en pension) : à partir du mois de mars, My Money Bank a mis en place des opérations de rachats de titres « Sale and repurchase agreement », « REPO ») avec différentes contreparties pour un montant allant jusqu'à 100 millions euros. Ces opérations ont des maturités entre 38 et 90 jours renouvelables.

Le coût du risque du Groupe reflète bien les impacts de la crise du Covid-19. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en prenant en compte toutes les recommandations et décisions prises par les organes de supervision bancaire et financière (voir note 6.4 b et coût du risque 7.9).

Les mesures prises par le Groupe pour faire face à la crise mettent en évidence nos valeurs : une attention particulière portée à tous les collaborateurs, grande capacité d'interagir à distance, une position de liquidité solide, flexibilité et décalage des échéances des crédits vis-à-vis de nos clients entreprises (moratoire généralisé) et particuliers (au cas par cas sous certaines conditions).

1.3. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS FONCIÈRES

MMB SCF, filiale de Promontoria MMB ayant le statut de société de crédit foncier, a contribué au cours du premier semestre 2020 à la réponse du Groupe face à la crise du Covid-19. Pour cela, la société a procédé à deux nouvelles émissions d'obligations foncières, souscrites à 100% par My Money Bank, en mars et avril 2020 pour un montant nominal de 170 millions d'euros. Ces obligations ont pour vocation d'être utilisées comme collatéral dans le cadre des opérations d'open market de la Banque Centrale Européenne.

1.4. OPERATIONS DE TITRISATION

Conformément à sa stratégie de refinancement, le Groupe a renouvelé ses deux opérations de titrisations privées au cours du premier semestre 2020. L'opération TopazOne a été renouvelée en date du 20 février 2020 et l'opération DiamondOne en date du 24 avril 2020.

Et, suite à la crise du Covid-19 et à l'adaptation de sa stratégie de refinancement, le Groupe a procédé à deux opérations de rachat de ses portefeuilles titrisés :

- **Rachat total** du portefeuille cédé au fonds EmeraldOne pour un montant de 34 millions d'euros avec amortissement total des tranches A et B en date du 24 juin 2020.
- **Rachat partiel** du portefeuille cédé au fonds DiamondOne pour un montant de 65 millions d'euros avec amortissement partiel des tranches A et B en date du 29 juin 2020.

2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA FIN DE LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

2.1. CHANGEMENT DE DÉNOMINATION DE LA SGBA

Le 1^{er} Juillet 2020, la Société Générale de Banque aux Antilles est devenue la Banque des Caraïbes « BDC ».

2.2. CESSIION DE Socalfi

My Money Bank a signé un contrat de cession de l'intégralité des actions de sa filiale en Nouvelle-Calédonie, Socalfi, à la Société Générale par l'intermédiaire de sa filiale Credical, spécialisée en crédit à la consommation et financement aux entreprises. Le projet de cession de Socalfi contribuera à la simplification de la structure géographique de My Money Group en Outre-Mer par un recentrage des activités sur les deux zones « Réunion/Océan Indien » et « Antilles/Guyane ». Il permettra également une simplification des processus opérationnels et informatiques générés par les spécificités de la Nouvelle-Calédonie en matière administrative, juridique et fiscale.

Au 31 Décembre 2019, les actifs et passifs de la Socalfi avaient été reclassés en « Actifs et Passifs destinés à être cédés » (voir note 6.7).

La date de réalisation de l'opération est intervenue le 1^{er} juillet 2020 après la levée des dernières conditions suspensives et obtention des autorisations réglementaires.

2.3. STRATEGIE DE REFINANCEMENT

En réponse aux événements majeurs de ce premier semestre, le Groupe a décidé d'adapter sa stratégie de refinancement en conservant une forte capacité à lever des liquidités à un coût maîtrisé. Le Groupe souhaite notamment réaliser une nouvelle opération de titrisation auto-souscrite au cours du second semestre 2020 et utiliser les obligations émises comme collatéral auprès de la BCE dans le cadre de la politique monétaire TLTRO III.

Toujours dans l'objectif d'adapter sa stratégie de refinancement et de diminuer ses coûts, en juillet 2020, le Groupe procédera au rachat total de la partie résiduelle des créances cédées dans le fonds DiamondOne, entraînant la fin de l'opération et la liquidation du fond. Les créances rachetées pourront notamment être utilisées dans le cadre du programme d'obligations foncières de MMB SCF.

3. NORMES COMPTABLES APPLIQUEES

3.1. REFERENTIEL COMPTABLE APPLICABLE

Les comptes consolidés de My Money Group ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2020 a été préparé conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2019.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (*International Accounting Standard*), ainsi que leurs interprétations IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

Les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Néanmoins, la crise actuelle du Covid-19 a un impact défavorable sur l'activité et par conséquent sur le résultat du Groupe au 30 juin 2020.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe au 30 juin 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 30 Juillet 2020.

3.2. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé pour la présentation des données relatives à l'exercice 2020 a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (« ANC »), dans sa recommandation n° 2020-01 du 6 mars 2020. La présentation des données comparatives relatives à l'exercice 2019 n'a pas été modifiée et reste conforme aux dispositions de la recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013 de l'ANC.

Les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2020. Les informations présentées dans ces notes annexes se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

3.3. MONNAIE DE PRESENTATION

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts d'arrondis entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3.4. NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS

a. NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS ENTRANT EN VIGUEUR ET APPLIQUÉES AU 1^{ER} JANVIER 2020

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2019 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Normes ou interprétations	Thème	Date d'adoption par l'Union européenne (UE)	Date d'entrée en vigueur au sein de l'UE
Amendement à IFRS 3	Définition d'une entreprise	21 avril 2020	1 ^{er} janvier 2020
Amendement à IFRS 16	Concessions de loyer octroyées dans le cadre de la crise	Non adopté	1 ^{er} juin 2020
Amendement à IAS 39, IFRS 7, IFRS 9, IFRS 4 et IFRS 16	Réforme des taux d'intérêts de référence (IBOR)	20 Janvier 2020	1 ^{er} janvier 2020
Amendement à IAS 1 et IAS 8	Définition de significatif	Non adopté	1 ^{er} janvier 2020

AMENDEMENT À IFRS 3 "REGROUPEMENT D'ENTREPRISES"

Cet amendement s'applique aux acquisitions d'actifs et aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020. L'adoption anticipée est autorisée.

Cet amendement clarifie le guide d'application de la norme IFRS 3 afin de faciliter la distinction entre une acquisition d'entreprise et l'acquisition d'un groupe d'actifs dont le traitement comptable est différent.

L'amendement apporte les modifications suivantes :

- précise que pour être considéré comme une activité (business), un ensemble acquis doit inclure des entrées et un processus substantif qui contribuent significativement à la création de sorties;
- limite la portée de la définition d'une entreprise aux biens et aux services fournis aux clients et aux autres produits tirés des activités ordinaires, plutôt qu'aux dividendes, aux coûts inférieurs et aux autres avantages économiques directement pour les investisseurs;
- introduit un test pour aider les sociétés à déterminer si elles ont acquis un groupe d'actifs plutôt qu'une entreprise, si la quasi-totalité de la valeur de l'actif acquis se concentre dans un seul actif ou groupe d'actifs similaires.

L'application de l'amendement à IFRS 3 est prospective et ne remet pas en cause les acquisitions passées.

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION » : CLARIFICATIONS DEMANDÉES À L'IFRS IC SUR LA DÉTERMINATION DE LA DURÉE EXÉCUTOIRE DE LOCATION :

Selon IFRS 16.B34, « afin de déterminer la durée du contrat de location et d'évaluer la durée de la période non résiliable du contrat de location, l'entité doit appliquer la définition d'un contrat et déterminer la période pendant laquelle le contrat est exécutoire. Le contrat de location n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en s'exposant tout au plus à une pénalité négligeable. »

À l'issue de la réunion du 26 novembre 2019, l'IFRIC a confirmé que pour déterminer la durée exécutoire du contrat de location, une entité doit prendre en compte l'ensemble des aspects économiques du contrat et pas seulement les indemnités de résiliation contractuelle. L'application de cette décision ne devrait pas avoir d'impact significatif pour le Groupe. Les analyses sont en cours et seront mises en œuvre par le Groupe sur le deuxième semestre 2020.

AMENDEMENT À IAS 39, IFRS 7 ET IFRS 9 « RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE IBOR »

Ces amendements ont été adoptés par l'Union européenne le 20 janvier 2020 et doivent être appliqués de façon rétrospective.

Suite à la mise en place d'un cadre réglementaire sur leur mode de détermination, les indices de référence EONIA et Euribor vont être remplacés respectivement par ESTER et par un Euribor hybride. L'Euribor (actuellement déterminé à partir des contributions d'un panel de banques sur le coût estimé des transactions de financement interbancaire) sera remplacé par un Euribor Hybride dont la méthode de détermination s'appuie en priorité sur les transactions réelles.

Cette modification ne devra pas avoir d'impact sur les transactions déjà existantes. Cependant le passage d'EONIA vers ESTER aurait pour incidence une augmentation de la volatilité, modification de la courbe d'actualisation et par conséquent le changement de la NPV (Net Present Value) de toutes les transactions OTC. La chambre de compensation Eurex va ainsi déployer un mécanisme de « cash compensation » entre les membres pour s'assurer de la transition douce vers les nouveaux taux.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

b. NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS QUI N'ONT PAS ÉTÉ APPLIQUÉS PAR ANTICIPATION PAR OU QUI NE SONT PAS ENCORE ENTRÉS EN VIGUEUR

L'IASB a publié des normes, interprétations et amendements qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2020. Ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 30 juin 2020.

Le calendrier prévisionnel d'application de ces normes est le suivant :

Normes ou interprétations	Thème	Date d'adoption	Date d'entrée en vigueur
Amendement à IAS 37	Contrats déficitaires et coût d'exécution	Non adopté	1 ^{er} janvier 2022
IFRS 17	Contrats d'assurance	Non adopté	1 ^{er} janvier 2023

3.5. RECOURS AUX JUGEMENTS ET A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation future. Ces sources d'incertitude peuvent affecter la détermination des produits et charges du compte de résultat, l'évaluation des actifs, passifs du bilan et/ou certains éléments d'informations présentés dans les notes annexes. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers. Les résultats futurs définitifs pourraient s'avérer sensiblement différents de ces estimations en fonction de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire du Groupe et avoir une incidence significative sur les états financiers.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2020, les principales évaluations nécessitant la formulation d'hypothèses et d'estimations sont les suivantes :

- la juste valeur au bilan des instruments financiers non cotés sur un marché actif reposant sur des modèles internes enregistrés dans les rubriques *Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat*, *Instruments dérivés de couverture* et *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres* ;
- les dépréciations et provisions pour risque de crédit des actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et engagements de financement et de garantie financière dont l'évaluation dépend de modèles et paramètres internes basés sur des données historiques, courantes et prospectives. Et, la prise en compte des effets attendus de la crise Covid-19 dans les hypothèses de

calcul du Forward Looking, notamment par l'utilisation des projections macro-économiques des institutions publiques ;

- » les provisions enregistrées au passif du bilan ;
- » les actifs et passifs d'impôts différés comptabilisés au bilan.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles décrites dans les états financiers au 31 décembre 2019.

4. PRINCIPES D'ÉLABORATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

4.1. DETERMINATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La consolidation des états financiers intermédiaires du Groupe inclut les comptes de Promontoria MMB S.A.S. et de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe et que l'entité consolidante contrôle.

Le périmètre des entités consolidées par My Money Group est présenté en note 5.1.

4.2. METHODES DE CONSOLIDATION

Le contrôle d'une entité s'apprécie d'après la norme IFRS 10 selon trois critères cumulatifs :

- le pouvoir sur cette entité, c'est-à-dire les droits effectifs qui lui confèrent la capacité présente de diriger les activités qui affectent significativement le rendement de l'entité (par exemple via les droits de vote ou d'autres droits) ;
- l'exposition ou le droit aux rendements variables provenant de cette entité comme les dividendes, les changements de juste valeur d'un investissement, les bénéfices d'impôts ;
- la capacité à agir sur ces rendements à travers le pouvoir exercé sur la filiale.

Pour les entités régies par des droits de vote, le Groupe contrôle généralement l'entité s'il détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote et s'il n'existe pas d'autres accords venant altérer le pouvoir de ces droits de vote.

Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe comprend l'existence et l'effet de droits de vote potentiels substantifs, comme par exemple de droits de vote potentiels qui pourraient être exercés pour prendre une décision relative à des activités pertinentes au cours de la prochaine Assemblée générale.

Le Groupe exerce un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes de l'entité requièrent, contractuellement, le consentement unanime de chacun des partenaires.

L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations interentreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

Les méthodes de consolidation sont appliquées selon la nature du contrôle exercé par My Money Group sur ses filiales.

4.3. REGLES DE CONSOLIDATION

a. RETRAITEMENTS ET ELIMINATIONS

En amont du processus de consolidation, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements spécifiques afin d'être mis en conformité avec les principes comptables appliqués par le Groupe.

Les soldes ainsi que les produits et charges réciproques résultant d'opérations internes sont éliminés, y compris les dividendes ainsi que les profits et pertes réalisés résultant de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe.

b. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3 révisée pour les regroupements d'entreprises réalisés postérieurement au 1^{er} janvier 2010.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur à la date d'évaluation.

La contrepartie transférée est évaluée comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les ajustements de prix éventuels sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur estimable à date d'acquisition et réévalués à chaque date d'arrêté, les ajustements ultérieurs sont enregistrés en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée et sont enregistrés en résultat.

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre la contrepartie transférée et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passif identifiables à la date d'acquisition. Cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur dans le poste « Goodwill » s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat dans le poste « Profit d'acquisition » s'il est négatif.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle (ou « intérêts minoritaires ») peuvent, en date de prise de contrôle, être évalués pour chaque regroupement d'entreprises au choix du Groupe :

Soit sur la base de leur quote-part dans la juste valeur de l'actif net identifiable de l'entité acquise à la date d'acquisition, sans comptabilisation d'un écart d'acquisition au titre des intérêts minoritaires (méthode dite du goodwill partiel) ;

Soit à leur juste valeur, dans ce cas, une fraction de l'écart d'acquisition leur étant alors attribuée (méthode dite du goodwill complet).

L'opération d'allocation du prix d'acquisition (« Purchase Price Allocation » ou « PPA ») de BDC a été arrêtée à la date du 2 mars 2020, ce qui a généré un « Profit d'acquisition » dans les comptes du Groupe.

Toutefois, le Groupe dispose d'un délai de 12 mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

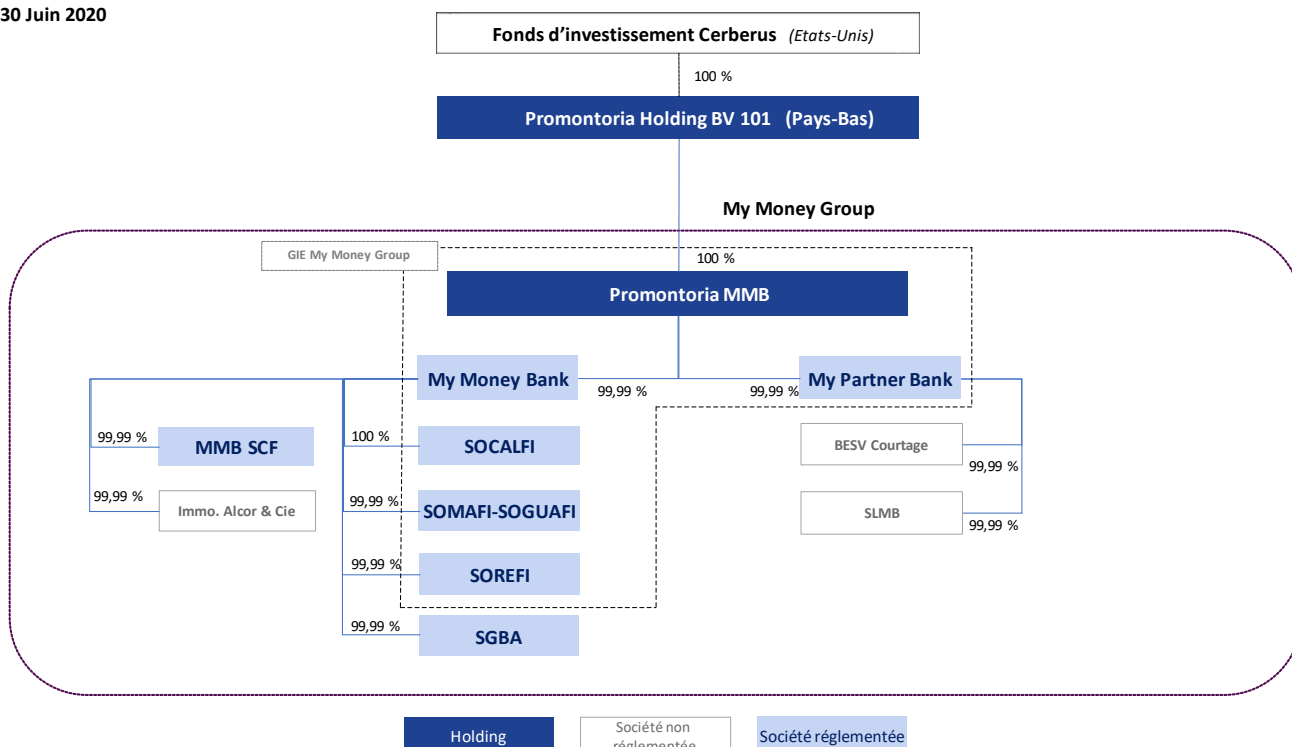
5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2020

L'organigramme simplifié ci-dessous présente les sociétés détenues directement ou indirectement par Promontoria MMB, Compagnie financière holding, au 30 juin 2020.

La principale variation du périmètre de consolidation du Groupe au 30 Juin 2020 par rapport au 31 décembre 2019 est due à l'acquisition de 100% des titres de la Banque de Caraïbes S.A. en date du 2 Mars 2020.

Organigramme juridique simplifié
30 Juin 2020



Il convient de noter qu'il y a eu deux opérations n'ayant aucun impact sur le périmètre de consolidation du Groupe :

- Opération de Transmission Universelle de Patrimoine de la SCI 45 av. Georges Mandel chez My Partner Bank en date du 21 Mars 2020 ;
- Opération de Transmission Universelle de Patrimoine de Marignan Gestion chez My Partner Bank en date du 30 Mars 2020.

Les entités consolidées et les méthodes de consolidation sont présentées dans le tableau ci-dessous :

SOCIÉTÉ	PAYS / RÉGION	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	% D'INTÉRÊT
Promontoria MMB	France métropolitaine	Mère	
My Money Bank	France métropolitaine	IG	100%
Sorefi	La Réunion	IG	100%
Somafi-Soguafi	Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG	100%
Socalfi	Nouvelle-Calédonie	IG	100%
Banques des Caraïbes (ex SGBA)	Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG	100%
Immobilière Alcor et Cie SNC	France métropolitaine	IG	100%
MMB SCF	France métropolitaine	IG	100%
My Partner Bank	France métropolitaine	IG	100%
BESV Courtage	France métropolitaine	IG	100%
SLMB	France métropolitaine	IG	100%

Le périmètre de consolidation inclut également le GIE (Groupement d'Intérêt Économique) My Money Group ainsi que les 7 fonds communs de titrisation suivants :

FOND COMMUN DE TITRISATION	PAYS / RÉGION	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
SapphireOne Mortgages FCT 2016-2	France métropolitaine	IG
SapphireOne Mortgages FCT 2016-3	France métropolitaine	IG
DiamondOne FCT	France métropolitaine	IG
FCT EmeraldOne	France métropolitaine / La Réunion / Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG
FCT SapphireOne Auto 2017-1	La Réunion / Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG
FCT SapphireOne Auto 2019-1	La Réunion / Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG
FCT TopazOne	La Réunion / Martinique / Guadeloupe / Guyane	IG

L'ensemble des filiales sont considérées comme contrôlées par My Money Group et sont consolidées par intégration globale. Cette méthode de consolidation consiste à substituer à la valeur comptable de la participation chacun des éléments d'actif et de passif de la filiale dans les comptes de la société mère.

6. NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1. INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE ACTIFS ET PASSIFS

Le Groupe applique les dispositions de la norme IFRS 9 à l'ensemble de ses relations de couverture à l'exception des couvertures de juste valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, pour lesquelles le Groupe applique les dispositions prévues dans la norme IAS 39 telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Un dérivé peut être comptablement qualifié d'instrument de couverture s'il respecte un certain nombre de critères énoncés par IFRS 9. La relation de couverture est documentée dès sa mise en place en précisant la stratégie de couverture suivie, la désignation du risque et de l'élément couverts, de l'instrument de couverture, ainsi que la méthode d'évaluation de l'efficacité. L'efficacité dépend de trois critères permettant de prendre en compte la politique de gestion des risques :

- » il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture (corrélation inverse) ;
- » les variations de valeur du dérivé ne sont pas principalement liées à l'évolution du risque de crédit (sauf cas particulier où les variations du sous-jacent et du risque de crédit sont toutes deux réduites) ;
- » le ratio de couverture, c'est-à-dire le rapport entre la quantité d'éléments couverts et la quantité d'instruments de couverture, correspond au ratio effectivement utilisé par le Groupe dans sa gestion opérationnelle du risque.

Ces instruments seront classés au bilan au poste « Instruments dérivés de couverture ». La norme IFRS 9 reconnaît trois types de relations de couverture possibles en fonction de l'objectif poursuivi et du risque couvert :

- » **Couverture de juste valeur** (« Fair value hedge » ou « FVH ») : cette couverture vise à couvrir le risque de variation de valeur d'un actif ou d'un passif existant, ou d'un engagement ferme ;
- » **Couverture de flux de trésorerie** (« Cash flow hedge » ou « CFH ») : l'objectif est de se prémunir contre une exposition à la variation des flux de trésorerie futurs pour une transaction future hautement probable ou d'une opération existante à flux variables ;
- » **Couverture d'investissement net dans un établissement à l'étranger** : ce type de couverture est utilisé pour couvrir le risque de change d'un investissement net (titres de participation, prêts à long terme, résultats non rapatriés) dans une entité consolidée à l'étranger.

Les relations de couverture existantes au sein du Groupe relèvent soit de « couverture de flux de trésorerie » soit de « couverture de juste valeur ». L'ensemble des relations de couverture visent à se couvrir du risque de taux d'intérêt.

a. DERIVES DE COUVERTURE

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			31.12.2019				
	Valeur nominale de l'instrument de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur nominale de l'instrument de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité
		Actif	Passif			Actif	Passif	
Couverture de juste valeur								
Swaps de taux d'intérêt	2 220 635	27 129	(44 413)	90	2 202 873	21 624	(47 793)	143
Couverture de flux de trésorerie								
Swaps de taux d'intérêt	250 779	-	(6 144)	-	293 318	-	(4 972)	-

Le tableau suivant présente la ventilation des montants notionnels des instruments dérivés de couverture par date d'échéance ainsi que leur taux moyen par bandes maturité :

EN MILLIERS D'EUROS	Moins de 1 mois		De 1 à 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total
	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	Valeur nominale	Prix / taux moyen	
Couverture de juste valeur	18 251	(0.17%)	42 199	(0.07%)	150 140	(0.10%)	526 096	0.23%	1 653 948	0.28%	2 390 635
Couverture de flux de trésorerie	-	-	11 085	0.48%	30 151	0.48%	120 930	0.48%	88 614	0.48%	250 779
Total instruments de couverture	18 251	(0.17%)	53 283	0.05%	180 291	(0.01%)	647 026	0.28%	1 742 563	0.29%	2 641 415

b. ÉLÉMENTS COUVERTS

Le tableau suivant présente des informations détaillées sur les éléments couverts dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur.

Couverture de juste valeur - Risque de taux d'intérêt	Poste du bilan dans lequel l'instrument de couverture est compris	30.06.2020			31.12.2019		
		Valeur comptable de l'élément couvert		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Valeur comptable de l'élément couvert		Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité
		Actif	Passif		Actif	Passif	
EN MILLIERS D'EUROS							
- Crédit restructurés immobiliers à taux fixe	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	38 642	-	12 393	26 248	-	20 288
- Prêt auto	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	460	-	606	(146)	-	(698)
- Crédit restructurés à la consommation à taux fixe	Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	3 168	-	587	2 581	-	1 474
- Covered Bond	Dettes représentées par un titre	-	(26 334)	(23 010)	-	(3 324)	2 702
- Titres de placement	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	630	-	630	1	-	1

L'inefficacité résultant des couvertures de juste valeur du Groupe s'élève à 104 milliers d'euros au 30 juin 2020 et est comptabilisée dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » (voir note 7.3).

Les informations suivantes fournissent des précisions sur les éléments couverts dans le cas de couvertures de flux de trésorerie.

Couverture de flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt	30.06.2020			31.12.2019		
	Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Solde de la réserve de CHF se rapportant aux couvertures maintenues	Solde de la réserve de CHF se rapportant à toutes les relations de couverture auxquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée	Variations de juste valeur utilisées pour le calcul de l'inefficacité	Solde de la réserve de CHF se rapportant aux couvertures maintenues	Solde de la réserve de CHF se rapportant à toutes les relations de couverture auxquelles la comptabilité de couverture n'est plus appliquée
EN MILLIERS D'EUROS						
Notes à taux variable	-	(1 172)	-	-	(4 436)	-
Crédits restructurés à taux variable	-	-	-	-	(599)	-

C. EFFICACITE DES COUVERTURES DE FLUX DE TRESORERIE

Couverture de flux de trésorerie - Risque de taux d'intérêt EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			31.12.2019		
	Profits / pertes de couverture de la période comptabilisée en OCI	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat	Poste du résultat global comprenant la part inefficace de la couverture	Profits / pertes de couverture de la période comptabilisée en OCI	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat	Poste du résultat global comprenant la part inefficace de la couverture
Swaps de taux d'intérêt	(1 172)	-	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(5 035)	-	Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

d. RAPPROCHEMENT DES COMPOSANTES DE CAPITAUX PROPRES LIEES A LA COUVERTURE POUR LES OPERATIONS EN CFH

Risque de taux d'intérêt -CFH EN MILLIERS D'EUROS	Éléments couverts liés à une transaction	Éléments couverts liés à un intervalle de temps	Total
Solde de la réserve CFH au 31.12.2018	(777)	-	(777)
Part efficace des variations de juste valeur des swaps comptabilisée en capitaux propres	(5 035)	-	(5 035)
Solde de la réserve CFH au 31.12.2019	(5 811)	-	(5 811)
Part efficace des variations de juste valeur des swaps comptabilisée en capitaux propres	(1 172)	-	(1 172)
Solde de la réserve CFH au 30.06.2020	(6 983)	-	(6 983)

6.2. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent les actifs financiers qui vérifient l'une des conditions suivantes :

- ▶ L'actif financier est obligatoirement évalué à la juste valeur dès sa comptabilisation initiale car :
 - ▶ Soit ses flux de trésorerie contractuels ne peuvent être considérés comme constituant un prêt basique (non-respect du critère « SPPI ») ;
 - ▶ Soit ses flux de trésorerie répondent au critère « SPPI » mais l'actif financier s'inscrit dans un modèle de gestion de type « Autres ».
- ▶ L'actif financier est désigné en date de comptabilisation initiale et de manière irrévocable comme étant évalué à la juste valeur conformément à l'option prévue par IFRS 9, sous réserve que les instruments financiers classés sur option dans cette catégorie vérifient l'une des trois situations suivantes :
 - ▶ Cette désignation permet d'éliminer ou de réduire sensiblement une incohérence de traitement comptable avec un actif/passif financier lié (« non-concordance comptable ») ;
 - ▶ L'instrument fait partie d'un Groupe d'actifs/passifs financiers dont la gestion et l'évaluation de la performance se font à la juste valeur ;
 - ▶ L'instrument est un contrat hybride comportant un dérivé incorporé et un contrat hôte qui n'est pas un actif financier au sens d'IFRS 9

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Prêts	19 317	-
Titres	1 073	507
Dérivés de transaction	7 791	11 778
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	28 182	12 285
Dérivés de transaction	(8 757)	(12 550)
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	(8 757)	(12 550)

Les dérivés de transaction sont ceux n'étant pas conclus et documentés dans le cadre de relations de couverture. Il s'agit uniquement des swaps de taux d'intérêts.

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			31.12.2019		
	Valeur nominale de l'instrument	Valeur comptable		Valeur nominale de l'instrument	Valeur comptable	
		Actif	Passif		Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction	1 851 436	7 791	(8 757)	2 065 214	11 778	(12 550)

6.3. ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

a. ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres, qui s'élèvent à 151 millions d'euros au 30 juin 2020, concernent des obligations et autres titres à revenus fixes.

b. REEVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

Au 30 juin 2020, le Groupe enregistre sur ces actifs :

- » une plus-value latente de 504 milliers d'euros contre 215 milliers d'euros au 31 décembre 2019, et
- » une dépréciation, évaluée conformément à la norme IFRS 9, de (127) milliers d'euros contre (222) milliers d'euros au 31 décembre 2020.

La variation nette de dépréciation, comptabilisée en capitaux propres à fin juin, s'élève donc à 193 milliers d'euros.

6.4. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

a. ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Un actif financier doit être évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- » la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (modèle de gestion de type « collecte ») ;
- » les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et des intérêts liés (respect du critère « SPPI », *Solely Payment of Principal and Interest*).

L'étude des critères d'analyse des modèles de gestion a conduit le Groupe à qualifier l'ensemble des portefeuilles présentés comme relevant d'un modèle de gestion de collecte.

L'ensemble des portefeuilles présentés ci-dessus respectent les critères du test SPPI et relèvent du modèle de gestion de collecte. Par conséquent, ils sont évalués au coût amorti.

SEGMENTATION DES PRODUITS

Les analyses réalisées au sein de Promontoria MMB ont conduit à regrouper les actifs financiers en portefeuilles segmentés selon deux critères : le type de produit et la zone géographique (distinction entre la France métropolitaine et l'Outre-mer). Les portefeuilles logés au sein de MPB ont également fait l'objet d'une analyse et d'une segmentation distincte fondée sur les produits commercialisés.

Lors de l'intégration des portefeuilles Banque des Caraïbes, une analyse a permis de segmenter les actifs suivant deux critères : le type de clientèle et le type de produit. Des modèles de gestion ont donc été affectés conformément à la norme IFRS 9 à chaque type de portefeuille présenté ci-dessous :

DC	DOM	MPB	BDC
- Portefeuille DC Secured ¹ - Portefeuille DC Unsecured ²	- Portefeuille Automobile - Portefeuille Prêt personnel - Portefeuille Crédit Revolving - Portefeuille Dealer	- Portefeuille Commercial Mortgage - Portefeuille Commercial Banking - Portefeuille Structured Finance - Portefeuille Private Banking	- Portefeuille Commercial - Portefeuille Mortgage - Portefeuille SME - Portefeuille Particulier

¹ Consolidation de crédit immobiliers

² Consolidation de crédit à la consommation

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Obligations et autres titres à revenu fixe	25 261	36 081
Actions et autres titres à revenu variable	338	338
Autres titres de participation	712	712
Titres avant dépréciations	26 310	37 130
Dépréciations	(0)	(73)
Titres au coût amorti	26 310	37 057
Comptes ordinaires	428 690	407 604
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciations	428 690	407 604
Dépréciations	(253)	(253)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	428 437	407 350
DC (regroupements de crédits)	2 999 535	2 940 557
DOM ³	1 188 558	1 185 214
BDC	389 628	-
MPB	1 428 555	1 425 236
Trailing (prêts auto et conso métropole)	-	418
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciations	6 006 276	5 551 424
Dépréciations pour risque de crédit	(106 589)	(69 256)
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5 899 687	5 482 169
Total des actifs financiers au coût amorti	6 354 434	5 926 576

b. DEPRECIATIONS DES PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

Le risque de crédit se matérialise à travers les provisions pour dépréciations comptabilisées au titre des pertes de crédit attendues, telles que définies par la norme IFRS 9.

TRAITEMENT DES REPORTS DANS LE CADRE DE LA CRISE COVID-19

La crise sanitaire sans précédent liée au Covid-19 a affecté toutes les activités économiques et commerciales à une échelle internationale. Les impacts ont été constatés quels que soient les secteurs d'activité et les zones géographiques.

Pour répondre à cette crise, des mesures d'urgence ont dû être mises en place. Un certain nombre de clients se sont manifestés pour demander un report de leur échéance de prêt. C'est dans ce cadre que My Money Group, comme les autres entités bancaires, ont décidé d'un assouplissement dans les règles de mises en place des reports.

Habituellement, dans le traitement IFRS 9, les mises en place de report entraînent un déclassement des dossiers en stage 2 ou 3 et sont apparentés à de la Forbearance.

³ Inclus les Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti de la Socalfi (voir Note 6.7)

Compte tenu de la nature spécifique de la crise liée au Covid-19 et des incertitudes qui lui sont attachées, les autorités de supervision bancaire ont établi que les moratoires appliqués aux prêts existants n'ont pas d'impact sur la qualification en Forbearance dans les cas où il s'agit d'un dispositif de masse.

Étant donné qu'en France, ces mesures généralisées n'ont concerné que les clientèles entreprises, cette nouvelle guideline ne pourra être appliquée qu'à cette clientèle.

Dans ces situations-là, les demandes de reports n'ont pas été considérées comme des indicateurs d'augmentation significative du risque de crédit donnant lieu à un déclassement en stage 2 ou 3.

Lorsque ces clients reprendront leur échéance de prêt, un regard particulier devra être apporté sur leur comportement de paiement.

Après analyse, nous avons pu également conclure qu'une partie des demandes de report effectuées par les particuliers était liée à la crise sanitaire (chômage partiel, baisse de revenus) et non à une situation dégradée des clients hors crise. Par conséquent, les clients répondant à un certain nombre de critères, liés à leur situation avant crise, ont également été exclus de la Forbearance.

EFFETS DES MESURES DE SOUTIEN DANS LES EXPOSITIONS ET DANS LES PERTES ATTENDUES

- ▶ **Effet des moratoires :** Comme évoqué ci-dessus les reports mis en place pour faire face à la crise n'ont généralement pas donné lieu à des déclassements en stage 2 ou 3
- ▶ **PGE « Prêts garantis par l'État Français » :** Ces prêts octroyés par des entreprises pour faire face à la crise, ont comme spécificité, qu'ils sont garantis par l'état à hauteur de 90% maximum. Pour tenir compte de cette spécificité, le calcul des dépréciations pour pertes de crédits attendues a été adapté, en appliquant une composante LGD (« Loss Given Default » soit la perte en cas de défaut) adéquate.

L'application de ces moratoires ne donne pas lieu à des pertes de modification.

GESTION DES (NOUVEAUX) RISQUES ENGENDRES PAR LA CRISE ET LES MESURES APPLIQUÉES

Depuis le début de la crise Covid-19, My Money Group a procédé à une revue des perspectives économiques dans la composante Forward Looking du calcul des dépréciations pour pertes de crédits attendues. La source principale de projection est la publication de la Banque de France de juin 2020.

Les modèles internes existants pour les portefeuilles DC et DOM ont été exploités pour estimer le risque supplémentaire lié à la crise économique.

Pour le portefeuille My Partner Bank, une analyse individuelle a été effectuée sur le portefeuille Real Estate et sur le portefeuille LBO pour estimer le risque supplémentaire lié à la crise économique.

Aucun modèle de Forward Looking n'ayant encore été développé sur le portefeuille Banque des Caraïbes, un benchmark sur nos autres portefeuilles a été utilisé pour estimer le risque supplémentaire lié à la crise économique.

Au 30 juin 2020, le risque supplémentaire lié à la crise sanitaire sur le Groupe est estimé à 25,5 millions d'euros dont 17,3 millions sont enregistrés en coût du risque et 8 millions en profit d'acquisition car liés au PPA BDC.

Le tableau ci-dessous, « Pertes attendues sur les produits de My Money Group », présente uniquement les encours classés en Stage 1, 2 et 3 (S1, S2 et S3) et donc n'inclut pas les encours classés en POCI (« Purchased or Originated Credit Impaired ») ou actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur origination.

PERTES ATTENDUES SUR LES PRODUITS DE MY MONEY GROUP

<i>Valeur brute comptable</i>	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité	Actifs financiers faisant l'objet de pertes avérées en date d'arrêté (pertes attendues à maturité)
EN MILLIERS D'EUROS	(S1)	(S2)	(S3)
Valeur brute comptable au 01.01.2020	4 858 450	207 585	300 567
Actifs financiers transférés vers S1	-	(56 817)	(16 392)
Actifs financiers transférés depuis S1	-	106 734	46 274
Actifs financiers transférés vers S2	(110 963)	-	(15 936)
Actifs financiers transférés depuis S2	53 514	-	26 823
Actifs financiers transférés vers S3	(49 886)	(28 461)	-
Actifs financiers transférés depuis S3	9 372	14 796	-
Actifs financiers créés ou acquis au cours de l'exercice	988 302	6 956	3 284
Passages en perte ("Write-offs")	(197)	(5)	(351)
Actifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice	(1 832)	(108)	(123)
Actifs destinés à être cédés	2 498	(331)	517
Amortissement	(465 112)	(7 407)	(33 512)
Autres variations	-	-	-
Valeur brute comptable au 30.06.2020	5 284 144	242 941	311 152

Au 30 juin 2020, les encours POCI, non inclus ci-dessus, s'élèvent à 168 millions d'euros (185 millions à fin décembre 2019).

<i>Dépréciations IFRS 9</i>	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité	Actifs financiers faisant l'objet de pertes avérées en date d'arrêté (pertes attendues à maturité)
EN MILLIERS D'EUROS	(S1)	(S2)	(S3)
Dépréciations au 01.01.2020	19 259	6 528	43 468
- Transfert vers S1	384	(1 555)	(2 416)
- Transfert vers S2	(533)	5 224	(1 805)
- Transfert vers S3	(183)	(1 764)	16 798
Amortissement	(2 213)	(399)	(3 373)
Actifs financiers décomptabilisés au cours de l'exercice	(14)	(26)	(68)
Actifs financiers créés ou acquis au cours de l'exercice	12 973	1 514	1 041
Passages en perte ("Write-offs")	(2)	(1)	(141)
Changement de modèles / réestimation de paramètres	7 758	1 896	3 621
Actifs destinés à être cédés	208	55	354
Effet de change et autres mouvements	-	-	-
Dépréciations au 30.06.2020	37 639	11 472	57 479

C. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements de financement (les ouvertures de crédit confirmées, découverts) et engagements de garantie (cautions de loyer, cautions de fin d'achèvement des travaux) font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Ces dépréciations sont présentées également sous la rubrique « 6.9 Provisions pour risques et charges ».

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020		31.12.2019	
	Encours	Provision	Encours	Provision
Engagements de financement	328 578	3 389	292 019	1 092
Engagements de garantie	157 093	494	193 979	22

d. PASSIFS FINANCIERS

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Dettes représentées par un titre	2 078 385	2 073 643
Dettes rattachées	2 958	1 692
Dettes représentées par un titre	2 081 343	2 075 335
Comptes ordinaires créditeurs et dettes rattachées	7 833	10 126
Comptes et emprunts à terme	261 558	-
Autres passifs financiers	2 644	4 570
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	272 035	14 696
Comptes ordinaires créditeurs	1 251 745	1 018 268
Comptes et emprunts à terme	2 321 335	2 491 455
Dettes rattachées	18 688	16 082
Autres passifs financiers	8 798	4 810
Dettes envers la clientèle	3 600 566	3 530 615
Total des passifs financiers au coût amorti	5 953 944	5 620 646

Le Groupe avait renouvelé en 2019 une ligne de refinancement (« Revolving Credit Facility », « RCF ») à hauteur de 120 millions d'euros, avec différentes banques, et une maturité de 18 mois.

Le Groupe a réalisé, en date du 19 mars 2020, un tirage d'un montant de 4 millions d'euros sur la RCF pour une maturité d'une semaine afin de tester l'efficacité opérationnelle de cette ligne de financement et la réactivité des banques participantes dans un contexte de crise sanitaire liée au Covid-19.

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

My Money Group possède des actifs titrisés dans son bilan acquis en tant qu'originateur dans le cadre de ses activités de refinancement, à travers la réalisation de titrisations de plusieurs portefeuilles de prêts accordés aux clients (consolidation de crédits, crédit-bail automobile et prêts personnels). Le total des titres émis pour ces opérations de titrisation s'élève à 997 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 907 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Ces dettes incluent aussi des obligations foncières depuis octobre 2018, émises par la société de crédit foncier, MMB SCF, pour un montant de 1 050 millions d'euros au 30 juin 2020. Les dettes rattachées à ces obligations s'élèvent à 2,9 millions d'euros au 30 juin 2020.

Par ailleurs, dans le but de diversifier ses sources de financement, My Money Group a lancé en mars un programme d'émission de Commercial Paper. Ce programme permet d'assurer la liquidité à court terme. Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- › Rating : A-3 (rating court terme par S&P)
- › Maturité : de 1 à 12 mois
- › Taille : 500 millions d'euros

Au 30 Juin 2020, My Money Group a émis un total de 5,4 millions d'euros de Commercial Paper avec un taux moyen pondéré de 0.14% et une maturité moyenne de 3 mois.

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

Le programme de Dépôts du Groupe a été étendu depuis l'exercice 2017, notamment à travers l'élargissement de la gamme des produits (dépôts proposés à des clients PME) et la mise en place d'un partenariat avec une grande banque Allemande afin d'accroître la clientèle Particuliers. Ce programme qui a pour but de doter la banque d'une source de financement supplémentaire, permet notamment de refinancer les actifs à court-terme (environ 2 ans).

Au 30 juin 2020, l'encours est d'environ 3,6 milliards d'euros contre 3,3 milliards d'euros au 31 décembre 2019. La hausse d'environ 7% est principalement due à l'intégration du programme de dépôts du portefeuille Epargne de la Banque de Caraïbes, suite à son acquisition par le Groupe.

6.5. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs bases fiscales, sauf exception (par exemple pour les différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition). Ils sont calculés selon la méthode du report variable au taux d'impôt qui sera présumé être en vigueur sur la période au cours de laquelle la différence temporelle se retournera, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Leur calcul ne fait pas l'objet d'une actualisation.

La loi de Finances pour 2020 du 28 décembre 2019, publiée au Journal officiel du 29 décembre 2019 (loi 2019-1479), a modifié la trajectoire de baisse du taux d'impôt sur les sociétés (« IS ») introduite par la loi de Finances 2018.

Si pour les années 2022 et suivantes le taux de 25% reste envisagé, le taux normal d'IS pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 250 millions d'euros a été, par dérogation, rehaussé à 31% pour 2020 (pour la fraction supérieure à 500 000 euros de bénéfice imposable) pour 2020, et 27,5 % pour la totalité du bénéfice imposable pour 2021, auquel s'ajoute une contribution sociale sur les bénéfices (CSB) de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros).

Ci-dessous un tableau récapitulatif des taux applicables pour les entités intégrées fiscalement (à noter que pour 2020, le taux de 28% demeure applicable à la partie du résultat fiscal inférieure à 500 milliers d'euros) :

Taux applicables	2020	2021	2022 et années suivantes
Taux d'IS	31%	27,5%	25%
Contribution sociale 3,3% de l'IS	1%	0,9%	0,8%
Taux d'IS total	32,02%	28,41%	25,83%

Deux sociétés ne faisant pas partie du Groupe d'intégration fiscale de Promontoria MMB en 2020 utilisent un taux d'IS différent : Socalfi à 30% (taux d'IS de base applicable en Nouvelle-Calédonie) et BDC à 28,92% (28% plus la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%, taux d'IS applicable pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 250 millions d'euros).

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même Groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à une transaction ou un événement directement comptabilisé en capitaux propres (tels que les variations de valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ou les gains ou pertes latents d'instrument classés à la juste valeur par capitaux propres), qui sont également imputés sur les capitaux propres.

L'activation d'actifs d'impôts différés provenant de déficits fiscaux reportables s'appuie sur le Business Plan du Groupe validé par le Conseil d'Administration. Ce Business Plan élaboré par le service de Contrôle de Gestion du Groupe a été construit en utilisant des hypothèses favorables et non favorables permettant de documenter des profits taxables futurs. Ce business plan, actualisé chaque année, a, par ailleurs, fait l'objet de tests de sensibilité afin de s'assurer de sa robustesse. La direction a décidé de limiter l'activation des déficits fiscaux sur un horizon de 5 années maximum.

IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Impôts courants	1 692	1 692
Impôts différés	71 386	59 892
Actifs d'impôts courants et différés	73 078	61 584
Impôts courants	(5 588)	(1 340)
Impôts différés	(2 286)	(2 566)
Passifs d'impôts courants et différés⁴	(7 874)	(3 906)

VENTILATION DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES PAR NATURE

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Actifs financiers à la juste valeur au coût amorti et capitaux propres	6 624	(4 669)
Réserve latente de location-financement	(17 454)	(14 030)
Provisions pour engagements retraite	15 566	15 284
Autres provisions non déductibles	3 104	3 460
Déficits fiscaux reportables	61 259	57 281
Impôts différés nets	69 100	57 326
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>71 386</i>	<i>59 892</i>
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(2 286)</i>	<i>(2 566)</i>

⁴ Inclus les passifs d'impôts courants et différés sur la Socalfi « Voir note 6.7 Actifs et Passifs destinés à être cédés »

ACTIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS SUR DÉFICITS FISCAUX REPORTABLES NON UTILISÉS

EN MILLIERS D'EUROS	Durée légale de report en avant	Horizon prévisionnel de recouvrement	30.06.2020	31.12.2019
Groupe fiscal Promontoria MMB	illimitée	5 ans	26 795	21 609
My Money Bank SA	illimitée	5 ans	30 412	31 346
Somafi-Soguafi SA	illimitée	3 ans	2 937	3 154
Sorefi SA	illimitée	1 an	1 115	1 173
MMB SCF SA	illimitée	-		-
MPB	illimitée	1 an		-
Total actifs d'impôts différés			61 259	57 281

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

EN MILLIERS D'EUROS	Variation en résultat	Variation en capitaux propres	Autres variation	Total
Impôts différés nets au 31.12.2019				57 326
Actifs financiers à la juste valeur au coût amorti et capitaux propres	7 796	313	3 184	11 293
Impact de la réévaluation de la réserve latente de location-financement	(2 490)	-	(935)	(3 425)
Impact des variations de provisions pour engagements retraite	(107)		390	283
Impact des variations des autres provisions non déductibles (inclus risque de crédit)	(1 163)	-	807	(356)
Variations des déficits fiscaux reportables (avant non reconnaissance / reconnaissance)	6 670	-	-	6 670
Impact de reconnaissance / non-reconnaissance des déficits fiscaux reportables	(585)	-	-	(585)
Impact de taux sur déficits fiscaux reportables	(2 107)	-	-	(2 107)
Impôts différés nets au 30.06.2020	8 015	313	3 446	69 100

6.6. AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

a. AUTRES ACTIFS

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Fournisseurs	3 234	924
Assurance	2 473	1 144
Dépôts avance et cautionnement	10 495	11 534
Etat, impôts et services publics	7 876	5 674
Valeurs reçues lors de l'encaissement	7 663	10 105
Charges à étaler	3 419	4 072
Comptes de régularisation divers	9 165	8 801
Autres actifs divers	13 833	13 678
Charges constatées d'avance	3 961	3 982
Produits à recevoir	32 838	40 194

Total Autres actifs	94 958	100 108
----------------------------	---------------	----------------

b. AUTRES PASSIFS

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Dépôt garantie reçu	172	167
Fournisseurs	6 684	9 014
Dettes sociales et fiscales	25 645	19 537
Assurance	2 587	2 397
Comptes de régularisation divers	25 111	18 709
Autres passifs divers	17 351	21 619
Dette locative IFRS 16	21 287	19 029
Charges à payer	14 778	21 299
Produits constatés d'avance	7 852	8 714
Total Autres passifs	121 467	120 485

La ventilation de la dette locative par échéance :

EN MILLIERS D'EUROS	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total 30.06.2020
- Baux Commerciaux	79	3 412	17 477	20 968
- Véhicules Crédit-Bail	30	521	-	551
- Véhicules LLD	11	393	-	405
- Autres	6	67	-	73
Total Dette Locative IFRS 16	126	4 394	17 477	21 997

6.7. ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Au 31 Décembre 2019, les actifs et passifs de la Socalfi, cédés le 1^{er} juillet 2020, ont été reclassés en « Actifs et Passifs destinés à être cédés ». Ils continuent à être évalués selon la norme qui leur est applicable : les impôts différés actifs IAS 12, les actifs financiers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9, ...) sauf pour les immobilisations qui cessent d'être amorties.

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	111 497	110 087
Autres actifs	2 783	3 258
Immobilisations corporelles	700	35 430
Total actifs non courants destinés à être cédés	114 980	148 776
Dettes envers la clientèle	459	596
Passifs d'impôts différés	3 004	2 566
Autres passifs	1 896	4 496
Total passifs non courants destinés à être cédés	5 359	7 658

L'immeuble de Georges Mandel, classé en immobilisations corporelles dans le tableau ci-dessus, a été cédé en janvier 2020.

6.8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES, INCORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

EN MILLIERS D'EUROS	Valeur brute au 31.12.2019	Variation de périmètre et reclassement	Acquisitions	Cessions	Valeur Brute au 30.06.2020	Amortissements et dépréciations au 31.12.2019	Dotations aux amortissements 2020	Amortissements et dépréciations 2020	Valeur nette au 30.06.2020
Immeubles de placement	9 847				9 847	-			9 847
Immobilisations corporelles	30 253	4 593	4 359	(1 081)	38 124	(5 460)	(2 794)	-	29 869
Immeubles	-	468			468	-	(14)		454
Matériel de bureau et informatique	4 123	608	199	(4)	4 926	(2 051)	(514)		2 360
Aménagements et agencements	3 509	1 139	768	(20)	5 396	(725)	(342)		4 329
Immobilisations corporelles en cours	746	811	122	(1 057)	623	-			623
Droit d'utilisation	21 860	1 133	3 269		26 263	(2 684)	(1 913)		21 666
- Baux	20 057	1 133	3 162		24 352	(2 088)	(1 612)		20 652
- Autres	1 804		107		1 911	(596)	(301)		1 014
Autres	14	434			449	-	(11)		438
Immobilisations incorporelles	19 351	1 509	18 340	(13 516)	25 683	(3 635)	(794)		21 255
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	59 451	6 102	22 699	(14 597)	73 654	(9 095)	(3 588)	-	60 970

a. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus par SLMB, société de marchand de bien. Ils sont constitués principalement par des terrains qui ont été mis à la vente en 2020.

b. DROITS D'UTILISATION

Le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » et comptabilise dans la rubrique *Immobilisations corporelles et incorporelles* les droits d'utilisation des biens loués.

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	31.12.2019
ACTIF		
Immobilisations corporelles et incorporelles (droit d'utilisation)	26 263	21 860
- <i>Baux Commerciaux</i>	24 352	20 057
- <i>Véhicules Crédit-Bail</i>	998	890
- <i>Véhicules LLD</i>	795	795
- <i>Photocopieurs / Imprimantes</i>	118	118
Actif d'impôt différé	8 409	7 000
PASSIF		
Autres passifs (dette locative)	21 997	19 466
Passif d'impôt différé	7 043	6 233
COMPTE DE RESULTAT		
Charge d'intérêts	167	261
Dotation aux amortissements du droit d'utilisation	1 913	2 684

C. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Au 30 Juin 2020, les immobilisations incorporelles composées essentiellement de logiciels, incluent 18 millions d'euros d'immobilisations en cours. Il s'agit de logiciels et systèmes d'informations développés en interne.

6.9. PROVISIONS

EN MILLIERS D'EUROS	Stock au 01.01.2020	Modification de périmètre	Augmentations (y compris des provisions existantes)	(-) Montants utilisés	(-) Montants inutilisés repris au cours de la période	Accroissement du montant actualisé et effet de toute variation du taux d'actualisation	Stock au 30.06.2020
Pensions et autres obligations de prestations définies postérieures à l'emploi ⁵	59 162	1 172	14	-	(91)	-	60 257
Autres avantages du personnel à long terme	1 477	262	4	-	-	-	1 742
Restructuration	1 112	-	-	-	(975)	-	137
Risques légaux et fiscaux	1 385	-	77	(188)	(27)	-	1 247
Engagements et garanties données	2 497	723	2 047	(352)	(24)	-	4 891
Autres provisions	5 108	1 769	-	(538)	(827)	-	5 512
Total des provisions	70 740	3 925	2 142	(1 078)	(1 943)	-	73 786

⁵ Voir la note 10

7. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

7.1. INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			30.06.2019		
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Net	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit	1		1	69	-	69
Prêts / emprunts sur la clientèle	86 285	(7 775)	78 511	77 481	(5 655)	71 826
Titres	78		78	35	-	35
Opérations de location-financement	19 726	(3 166)	16 560	16 219	(585)	15 364
Banques centrales		(0)	(0)	-	(203)	(203)
Dette envers les établissements de crédit et assimilés		(1 109)	(1 109)	-	(887)	(887)
Dette envers la clientèle		(7 887)	(7 887)	-	(8 643)	(8 643)
Dette représentée par un titre			0	-	(1)	(1)
Instruments financiers au coût amorti	106 091	(19 937)	86 154	93 803	(15 973)	77 830
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		(1 522)	(1 522)	-	(2 693)	(2 693)
Opérations de location⁶		(167)	(167)	-	(196)	(196)
Instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	711	(3 505)	(2 794)	149	(4 430)	(4 280)
Instruments dérivés de couverture	1 302	(2 608)	(1 307)	1 123	(3 155)	(2 032)
Total des produits et charges d'intérêts	108 103	(27 740)	80 363	95 076	(26 447)	68 629

7.2. PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			30.06.2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 033	(2 885)	2 148	5 385	(2 590)	2 794
Opérations sur titres	-	(370)	(370)	-	(737)	(737)
Opérations sur moyens de paiement	851	(447)	404	1 317	(345)	972
Prestations de services financiers	5 538	(1 000)	4 538	5 068	(726)	4 342
Autres	1 921	(212)	1 710	1 260	(398)	862
Total des produits et charges de commissions	13 344	(4 915)	8 429	13 030	(4 797)	8 233

7.3. GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

La perte nette réalisée au 30 juin 2020 sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat s'élève à 104 milliers d'euros et correspond aux variations négatives de juste valeur des dérivés de transaction détenus par le Groupe.

⁶ Suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 « Contrats de location », les opérations de location présentent les intérêts sur les dettes locatives.

7.4. GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Le gain net réalisé sur ce poste s'élève à 265 milliers d'euros au 30 juin 2020 et correspond à la plus-value de cession réalisée sur les titres de placement dont les gains et pertes latents sont comptabilisés en capitaux propres avant d'être recyclés en résultat.

7.5. GAINS ET PERTE NETS SUR ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Gain / (Perte) sur actifs financiers au coût amorti	(376)	(3 619)
Prêts et créances sur la clientèle	(376)	(3 619)
Gain / (Perte) sur passifs financiers au coût amorti	-	-
Total des gains et pertes nets sur actifs et passifs financiers au coût amorti	(376)	(3 619)

La cession du portefeuille Court-terme en métropole dans le cadre du projet Onyx a généré 3,8 millions de pertes au 30 juin 2019 sur les actifs financiers au coût amorti.

7.6. PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Opération de location-financement	-	-
Total autres charges	-	-
Produit d'assurance	3 824	4 066
Frais de dossier	1 122	1 050
TVA non perçue à réintégrer	719	1 785
Autres	1 198	832
Total autres produits	6 863	7 734
Total des produits et charges des autres activités	6 863	7 734

7.7. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Reprises de provisions pour risques et charges	1 725	1 571
Dotations aux provisions pour risques et charges	(98)	(245)
Intéressement et participation des salariés	(470)	(915)
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	(2 313)	(2 134)
Charges de retraite	(2 827)	(2 768)
Salaires et traitements	(28 906)	(26 568)
Autres charges sociales	(10 024)	(9 257)
Total Frais de personnel	(42 911)	(40 314)
Location	(292)	(330)
Services extérieurs fournis par des sociétés du Groupe	(9 310)	(4 706)
Transports et déplacements	(314)	(1 176)
Autres services extérieurs	(20 809)	(20 904)
Charges diverses d'exploitation	(388)	(317)
Total Charges d'exploitation	(31 113)	(27 434)
Impôts et taxes	(4 121)	(3 912)
Autres	(280)	(162)
Total des charges générales d'exploitation	(78 427)	(71 822)

7.8. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles	(520)	(428)
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles	(716)	(621)
Dotations aux amortissements sur droit d'utilisation	(1 913)	(1 699)
Reprise de provisions pour dépréciations sur immobilisations corporelles	-	-
Total dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(3 149)	(2 747)

7.9. COUT DU RISQUE

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Dotations nettes aux dépréciations sur opérations avec la clientèle	(25 367)	1 536
Dotations nettes pour des garanties données sur cessions de créances	(1 671)	(942)
Réestimation nette des encours POCI	618	5 958
Pertes nettes sur opérations avec la clientèle	(1 289)	(2 612)
Dotations nettes sur autres risques	133	386
Total coût du risque	(27 575)	4 327

Au 30 juin 2020, l'impact de la crise sanitaire enregistré en coût du risque s'élève à 17,3 millions d'euros (Voir note 6.4.b).

7.10. GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Plus-values de cession immobilisations propres	3 288	282
Moins-values de cession sur immobilisations propres	(18)	(347)
Gains ou pertes nets sur actifs non courants destinés à être cédés	2	2 401
Total gains et pertes nets sur autres actifs	3 273	2 336

Les gains nets réalisés au cours de la période concernent la cession de l'immeuble Georges Mandel qui était classé en « Actifs non courants destinés à être cédés » au 31 décembre 2019 (voir note 6.7).

7.11. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS DIFFERES

La charge d'impôt au 30 juin 2020 comprend l'impôt exigible des sociétés situées en France au taux de 31% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à 250 millions d'euros (plus contribution sociale sur les bénéfices « CSB » de 3,3% soit 32,02%), 28% sinon pour la fraction supérieure à 500 000 euros de bénéfice imposable (soit 28,92% avec CSB), 28% pour la fraction en-deçà de 500 000 euros.

Pour SOCALFI en Nouvelle-Calédonie le taux de base est de 30%, auquel s'applique un barème progressif en fonction du niveau de résultat fiscal amenant à un taux maximal de 45% (au-delà de € 3 352 000).

Les taux d'impôts différés retenus sont indiqués dans la section 6.5. Actifs et passifs d'impôts courants et différés.

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020	30.06.2019
Résultat net - Part du Groupe	57 087	3 899
Résultat net - Part des minoritaires	-	(9)
Charge d'impôt de l'exercice	2 057	(3 704)
Résultat comptable avant impôt	55 029	7 594
Taux d'impôt théorique	32,02%	32,02%
Impôt théorique	(17 620)	(2 431)
Effet des différences permanentes	1 111	(546)
Produit d'acquisition - différence permanente	21 129	(207)
Déficits limités par prudence sur l'exercice	(585)	(475)
Effets de différentiel de taux d'imposition (entités étrangères Socalfi, taux standalone 28,92%)	255	(44)
Taxation à taux réduit (dividendes)	(52)	-
Effet des changements de taux d'IS pour la valorisation des impôts différés	(2 107)	-
Autres effets	(74)	-
Charge d'impôt comptabilisée	2 057	(3 704)
	<i>dont impôt exigible</i>	<i>(1 850)</i>
	<i>dont impôt différé</i>	<i>(1 854)</i>

8. NOTE COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En vertu de la norme IAS 32, un actif financier et un passif financier doivent être compensés et le solde net est présenté au bilan si et seulement si l'entité détient un droit juridiquement exécutoire qui permet de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention soit de ne régler que le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les dérivés conclus par le Groupe auprès d'une même contrepartie bancaire et qui sont soumis à une convention-cadre respectant les deux critères ci-dessus font l'objet d'une compensation au bilan.

9. HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU BILAN

Pour les besoins de l'information financière, IFRS 13 introduit trois niveaux de hiérarchies des justes valeurs classés selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et paramètres utilisés pour leur valorisation.

Les instruments financiers du Groupe sont présentés selon les niveaux définis par IFRS 13 :

- **Niveau 1** : la juste valeur est déterminée à partir de cotations sur un marché actif immédiatement disponibles et directement utilisables.
- **Niveau 2** : l'évaluation des instruments repose sur des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement (prix) ou indirectement (dérivés de prix).
- **Niveau 3** : ce niveau regroupe les instruments valorisés à partir de modèles reposant sur des paramètres significatifs non observables sur les marchés, par exemple en l'absence de liquidité de l'instrument ou de risques inhérents au modèle de valorisation ou aux données d'entrée retenues. Les paramètres non observables font l'objet d'hypothèses internes reflétant les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. L'élaboration de ces hypothèses requiert l'exercice du jugement.

EN MILLIERS D'EUROS	30.06.2020			31.12.2019		
	Juste Valeur de Niveau 1	Juste Valeur de Niveau 2	Juste Valeur de Niveau 3	Juste Valeur de Niveau 1	Juste Valeur de Niveau 2	Juste Valeur de Niveau 3
Instruments dérivés de couverture	-	27 129	-	-	21 624	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	21 668	6 513	-	6 609	5 676
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	93 303	47 361	10 000	60 271	48 991	50 000
Actifs financiers au coût amorti	-	1 049	25 261	-	2 057	35 000
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	-	428 437	-	-	407 350	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	-	5 788 192	-	-	5 372 082	-
Actifs non courants destinés à être cédés	-	114 980	-	-	148 776	-
Total actifs financiers	93 303	6 428 817	41 774	60 271	6 007 489	90 676
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	1 278	7 479	-	6 102	6 447
Instruments dérivés de couverture	-	44 413	6 144	-	47 793	4 972
Dettes représentées par un titre	-	2 081 343	-	-	2 075 335	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	272 035	-	-	14 696	-
Dettes envers la clientèle	-	3 600 566	-	-	3 530 615	-
Passifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	-	7 658	-
Total passifs financiers	-	5 999 635	13 623	-	5 682 198	11 419

10. AVANTAGES AU PERSONNEL

10.1. TAUX D'ACTUALISATION

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 30 juin 2020 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

10.2. DESCRIPTION DES ENGAGEMENTS DANS LE CADRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Les engagements de retraite ont pour nature le versement de retraites, de compléments de retraite et d'indemnités de départ à la retraite.

Les principaux régimes à prestations définies sont :

- ▶ **le régime « Indemnités de Fin de Carrière »**, qui correspond à un capital dû au salarié par l'entreprise quand celui-ci part en retraite. L'indemnité de fin de carrière versée au salarié est déterminée selon la Convention Collective Nationale dont dépend le Groupe, et en fonction de l'accord interne appliqué au sein du Groupe ;
- ▶ **le régime « Médailles du travail »**, qui correspond à un capital versé au salarié lorsque celui-ci atteint une ancienneté totale (depuis le début de l'activité professionnelle) comprise entre 15 et 40 ans selon les entités du Groupe.
- ▶ **le régime de « Frais de santé » des retraités**, dont les engagements naissent lorsque le Groupe :
 - ▶ prend en charge le financement partiel ou total de la cotisation des retraités au régime des frais de santé,
 - ▶ ne paie pas directement la cotisation du retraité, mais le régime mutualisé des actifs et des retraités. Dans ce cas, il y a néanmoins un avantage lié à la mutualisation, la participation de l'employeur au régime des actifs finance indirectement le régime des retraités.
- ▶ **le régime CRCC**, révisé selon l'accord intervenu le 3 juillet 2008, qui est un régime fermé et constitué de deux populations : les ayants droit (actifs actuels, futurs rentiers) et les rentiers en cours. Les droits ont été gelés à la date de fermeture du régime et sont depuis revalorisés selon l'évolution annuelle de la pension de Sécurité Sociale (sans que celle-ci puisse être inférieure à l'évolution du point AGIRC).

10.3. ÉVALUATION DES AVANTAGES AU PERSONNEL AU 30 JUIN 2020

Le taux appliqué au 31 Décembre 2019 est de 0,8%. Celui retenu au 30 Juin 2020 reste identique.

Par conséquent, le Groupe n'a pas effectué la réévaluation des engagements sociaux, elle sera faite pour la clôture annuelle.

